

LA FINANCIARISATION

TOUT CE QUI A TRAIT À LA FINANCE GAGNE EN IMPORTANCE

BERNARD BAYOT - OCTOBRE 2025



Introduction

De temps à autre, ce mot glisse subrepticement dans un article ou une discussion. Souvent avec une connotation négative, voire apocalyptique. Mais, au fond que désigne-t-on précisément sous le terme de financiarisation ?

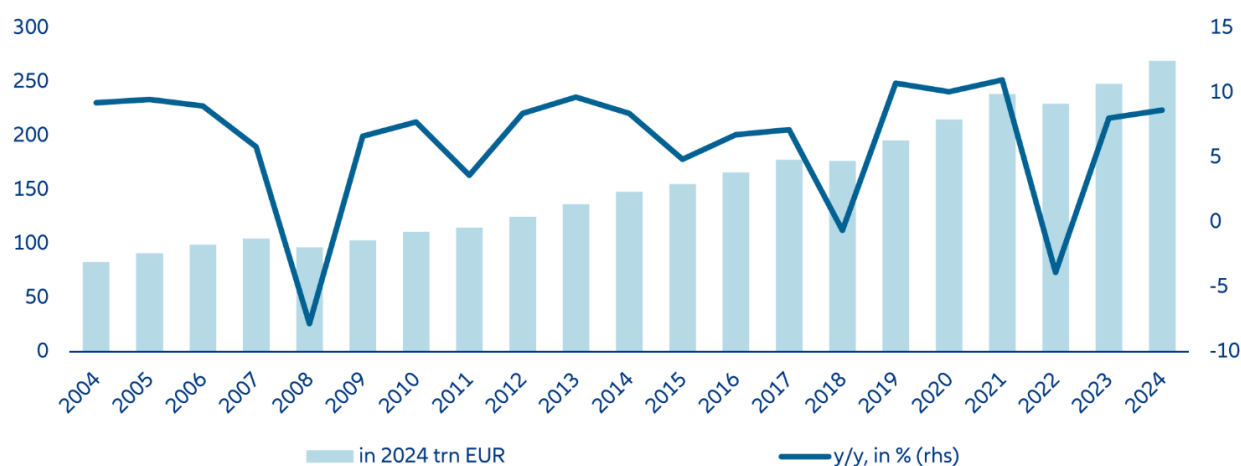
Selon la définition qu'en donne Manuel Aalbers, il s'agit d'un processus par lequel les acteurs, les marchés, les pratiques, les instruments de mesure et les récits financiers, à différentes échelles, occupent une place croissante et entraînent une transformation structurelle des économies, des entreprises (y compris des institutions financières), des États et des ménages.¹ Pour le dire autrement, tout ce qui a trait à la finance gagne en importance dans nos vies et les transforme profondément.

1 Une construction humaine...

Première question : comment cela est-il possible ? Tout simplement car la finance appartient aux lois humaines, qui sont issues de la subjectivité et des besoins de la société, et qui ne doivent pas être confondues avec les lois naturelles, qui décrivent des phénomènes observables et mesurables. Il ne s'agit donc pas d'un système purement rationnel ou naturel mais, avant tout, d'une construction humaine évoluant selon des dynamiques sociales, politiques et économiques qui sont, pour beaucoup, le résultat de choix collectifs et de conventions sociales. Bref, la finance n'est que ce que nous décidons qu'elle soit.

Et notre choix a été, ces dernières années, de la faire grossir. Pour preuve, les actifs financiers bruts, détenus par les ménages s'élevaient à 269.000 milliards d'euros fin 2024, soit 2,83 fois les richesses créées à travers le monde au cours de cette même année 2024.²

Figure 1: Powering ahead
Gross financial assets, in 2024 EUR trn and annual change in %

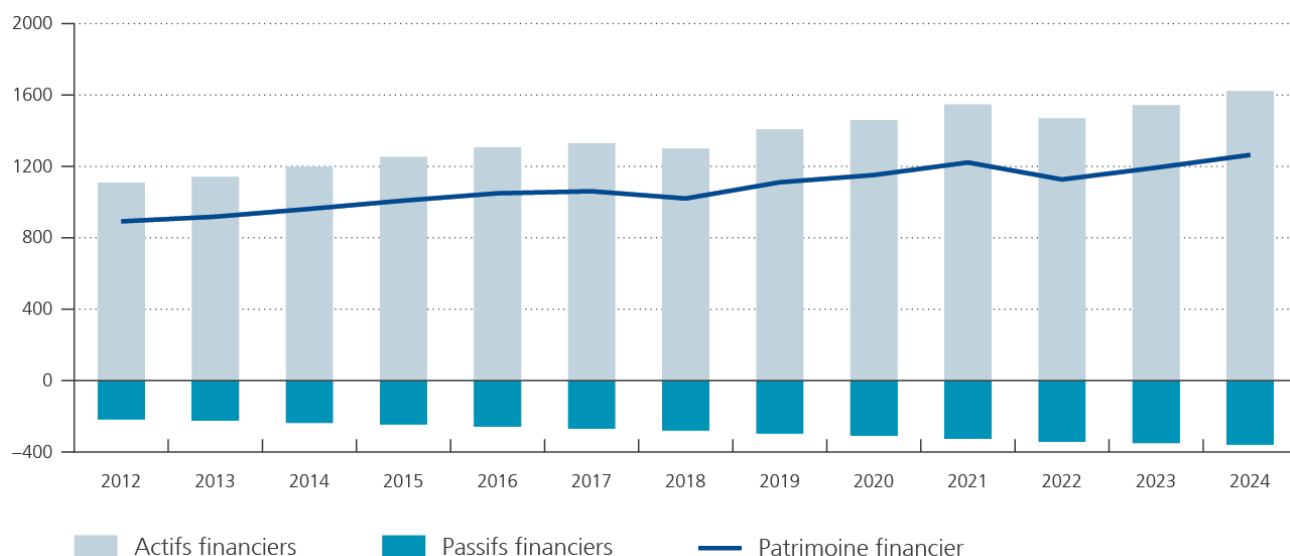


Sources: Eurostat, national central banks, financial supervisory authorities, financial associations and statistical offices, IMF, LSEG, Allianz Research.

¹ « Financialisation », The International Encyclopedia of Geography: People, the Earth, Environment, and Technology, 2019, p.3.

² Allianz Research, Global Wealth Report 2025.

En Belgique, le patrimoine financier des ménages belges a augmenté de 5,2 % en 2024, pour atteindre 1.622 milliards d'euros en termes d'actifs financiers. Cela représente 2,64 fois le produit intérieur brut (PIB), c'est-à-dire de la valeur marchande de tous les biens et services qui sont produits en un an.



Source : BNB

À la fin de 2024, plus d'un tiers de ce patrimoine financier des ménages belges était investi dans des instruments sans risque (comptes d'épargne, comptes à vue, comptes à terme et catégorie « divers », qui comprend les espèces). Près des deux tiers consistaient donc en des formes de placement qui sont davantage soumises aux fluctuations des taux d'intérêt et à celles des marchés boursiers.

Ainsi, 5,4 % du portefeuille des ménages belges étaient directement investis dans des actions cotées, tandis que 18,7 % étaient constitués de parts de fonds d'investissement. Ces fonds placent à leur tour une partie des montants reçus dans des actions cotées.³

Une analyse de transparence de ces fonds d'investissement révèle que les ménages belges consacrent au total quelque 15 % de leur portefeuille à des actions cotées, tant en réalisant des achats directs que par l'intermédiaire de fonds d'investissement.⁴

2 ... basée sur la confiance

Ces actifs financiers que nous semblons aimer de plus en plus ont évolué de façon beaucoup plus rapide que le PIB (produit intérieur brut) mondial au cours des deux dernières décennies. Puisque cette évolution est largement due à la valeur que nous reconnaissons à ces actifs plutôt qu'à une expansion correspondante de l'activité économique réelle, cela signifie que nous leur faisons toujours davantage

³ Banque Nationale de Belgique, Le patrimoine financier des ménages belges continue de grimper pour établir un nouveau record, à 1 264,4 milliards d'euros, 14 avril 2025.

⁴ European Central Bank, Looking through households' investment in investment fund shares in the quarterly financial accounts, https://www.ecb.europa.eu/stats/pdf/Looking_through_note.en.pdf.

confiance.

Le système financier repose en effet sur la confiance collective : l'idée que l'argent a de la valeur, que les contrats seront respectés, que les actions d'une entreprise auront une rentabilité, est partagée par les individus et les groupes qui interagissent dans ce système. Sans cette confiance sociale, le système financier ne fonctionnerait pas.

Se pose donc la question de savoir si cette confiance est bien placée. Car enfin, qui nous dit que le prix d'un actif que nous possédons correspond à la valeur fondamentale (intrinsèque) de celui-ci ?

S'il s'agit d'une action, c'est-à-dire d'une participation au capital d'une société, ce prix va varier en fonction de trois éléments : les performances intrinsèques de la société, le climat économique et des facteurs psychologiques.

L'appréciation des performances intrinsèques de la société, c'est-à-dire de son activité économique réelle, va se baser sur l'évaluation de ses performances passées mais également -et surtout- sur son potentiel. Prenons le cas de l'intelligence artificielle (IA) qui constitue aujourd'hui l'un des secteurs d'investissement les plus dynamiques. Beaucoup de sociétés IA privilégient une croissance rapide (revenus, parts de marché) mais sont encore déficitaires ou avec des marges nettes faibles, malgré une forte croissance de leurs revenus. Certain-e-s observateur-ric-e-s doutent aujourd'hui que les mastodontes de l'IA parviendront à générer des revenus correspondant à leur valorisation et à leurs investissements. Ainsi, dans son rapport publié le 14 octobre 2025 le Fonds monétaire international (FMI) précise qu'une absence de concrétisation des gains de productivité permis par l'intelligence artificielle pourrait avoir d'importantes répercussions sur la stabilité macrofinancière, notamment aux États-Unis, dont une part importante de la croissance repose désormais sur l'IA.⁵ Qu'en est-il ? Seul l'avenir nous le dira.

Par ailleurs, des facteurs macro-économiques vont également déterminer le prix des actifs financiers. Un climat économique favorable (période de croissance) va avoir un effet positif sur la plupart des cours. À l'inverse, un climat de récession les poussera à la baisse. Ce climat plus ou moins favorable sera également influencé par les décisions de politiques économiques qui sont prises. Rappelons-nous la chute des marchés boursiers au printemps 2025, provoquée par les décisions de Donald Trump : l'annonce mercredi 2 avril de la mise en place de tarifs douaniers sur une grande partie du monde a provoqué une panique des marchés boursiers inédite depuis la pandémie de coronavirus.

Le prix est enfin influencé par des facteurs psychologiques. Car – rappelons-le encore une fois – la finance est strictement humaine et il existe, dans ce domaine comme dans les autres, des tendances et des modes. Citons comme exemples la tulipomanie, c'est-à-dire le soudain engouement pour les tulipes dans le nord des Provinces-Unies au milieu du XVII^e siècle, qui entraîna l'augmentation démesurée puis l'effondrement des cours du bulbe de tulipe, ou encore la mode pour les sociétés internet qui a provoqué une bulle spéculative au début des années 2000. Dans ce genre de situation, dite parfois « exubérante » ou « euphorique », les prix s'écartent de la valorisation économique habituelle sous le jeu de croyances des acheteur-euse-s. Celles-ci sont parfois créées ou entretenues par ceux qui tirent profit de la bulle de la hausse du prix couplée à une activité spéculative. Ces bulles financières sont nombreuses dans

⁵ World Economic Outlook. Global Economy in Flux, Prospects Remain Dim, Fonds monétaire international, 14 octobre 2025.

l'histoire des bourses de valeurs et celle des crises monétaires et financières.

Toutes ces incertitudes, performances intrinsèques de la société, climat économique et facteurs psychologiques, ne pèsent-elles pas sur la fameuse confiance que l'investisseur-euse est contraint-e de faire au système dès lors qu'elles font peser un risque élevé sur lui ?

Revenons un instant à la chute des marchés boursiers à l'échelle mondiale suite aux tarifs de Trump : elle a frappé de plein fouet l'épargne des retraité-e-s américain-e-s qui passent par des fonds de pension pour assurer leurs vieux jours. Dans ce système, l'employé-e met son épargne dans un fonds de pension qui investit cet argent en bourse afin de le faire fructifier. Par conséquent, quand la bourse s'effondre, l'épargne de ces retraité-e-s aussi. L'enjeu n'est donc pas mince pour ceux-celles-ci et, plus largement pour tous les détenteur-ice-s d'actifs.

Comment expliquer que, nonobstant de telles incertitudes, sa confiance ne semble pas ébranlée ? Il n'existe a priori que deux explications qui peuvent d'ailleurs coexister. Soit la confiance aveugle, c'est-à-dire fondée sur une méconnaissance des risques, soit la confiance contrainte.

3 Une confiance contrainte

There is no alternative (TINA), qui peut se traduire par « Il n'y a pas d'autre choix » est un slogan politique couramment attribué à Margaret Thatcher lorsqu'elle était Première ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990. Il signifie que le marché, le capitalisme et la mondialisation sont des phénomènes nécessaires et bénéfiques et que tout régime qui prend une autre voie court à l'échec. Comment en est-on arrivé-e-s là ?

La période de prospérité qui a suivi la deuxième guerre mondiale et que l'on désigne sous le terme « Les Trente Glorieuses », a incarné la promesse d'un capitalisme démocratique. A sa suite est arrivée la révolution conservatrice des années 1980 et la réduction des interventions de l'État dans la sphère économique et sociale.

Son idéologie néolibérale était fondée sur la libéralisation des marchés financiers au nom du dogme de leur efficience : la concurrence qui y règne et les vertus autorégulatrices dont ceux-ci seraient dotés devaient y produire de « justes prix ». Dès lors, la promesse du capitalisme démocratique des Trente Glorieuses, pouvait – disaient ses partisan-e-s – se produire à moindre coût si le marché prenait à sa charge une partie des missions de l'État.

Selon Staffan Lindberg, directeur de l'institut Varieties of Democracy (V-Dem), qui est établi au sein de l'université de Göteborg en Suède et publie chaque année un rapport sur l'état de la démocratie dans le monde, « on n'a pas vu cette force, redoutable : la montée des inégalités socio-économiques à travers le monde. Cela a commencé avec Reagan, Thatcher, ça s'est répandu partout, avec les programmes d'ajustement structurel qui faisaient consensus à Washington. Dans les années 60 et 70, il y avait la perception d'une répartition équitable de la richesse, d'une extension de l'État providence et de ses protections, les salaires augmentaient... Puis les inégalités se sont creusées, la dérégulation s'est installée, l'État providence et ses filets de sécurité se sont affaiblis, les salaires ont baissé pour beaucoup de gens, le salaire minimum n'a pas augmenté, contrairement à l'inflation. Et donc, quelque part dans les années 90, le compromis entre la démocratie et le capitalisme a disparu, c'est le capital qui a gagné, concentré entre les mains de quelques-uns. Avec cette perception d'un statut économique dégradé, et

d'une situation qui ne va pas s'arranger, d'un déclassement. Vous pouvez ajouter à cela, dans beaucoup de pays européens, une sorte de peur de l'immigration ou d'autres choses. Et vous obtenez alors ce terreau toxique qui permet aux dirigeants et aux partis antidémocratiques de se faire élire et, ensuite, de saper la démocratie. »⁶

Cette doctrine néolibérale, qui prône donc une réduction du rôle de l'État et le développement du marché dans tous les domaines, est une idéologie individualiste et hédoniste qui vise l'augmentation des droits individuels. Elle génère une « utopie sécuritaire » où il s'agit d'amasser suffisamment de capital pour pouvoir ensuite devenir rentier·ère, qui repose sur une individualisation des avoirs, donc des destins. Elle valorise ainsi l'intérêt égoïste au détriment du devoir collectif et des valeurs communes.

Cette finance fondée sur une soumission confiante au marché s'oppose à la finance solidaire qui est, quant à elle, soumise à des exigences au premier rang desquelles figurent les droits inaliénables de tous les êtres humains et où la poursuite du gain et la peur de la faim ne sont plus le fondement de l'organisation des relations sociales.

La finance soumise au marché transforme la confiance interpersonnelle en une confiance en l'avenir, dont les institutions sont garantes, alors que, à l'inverse, avec la finance solidaire, la sécurité d'une relation financière est basée sur la confiance réciproque des acteurs.

4 La grande transformation

Cette évolution hypertrophique de la finance est donc, avant toute chose, un processus culturel lié aux dynamiques sociales, politiques et économiques initiées dans les années '80 sous la férule de différentes écoles libérales du XXe siècle, comme l'école autrichienne (Friedrich Hayek) ou celle de Chicago (Milton Friedman).

Les partisan·e·s de ce néolibéralisme le présentent comme faisant l'objet d'un consensus et -nous l'avons vu- comme étant sans alternative. Ses conséquences sont donc perçues comme des phénomènes inévitables qu'il faut accepter et les idées opposées au néolibéralisme qualifiées d'archaïques.

Les néolibéraux ont appliqué à la lettre la théorie de l'« hégémonie culturelle » du marxiste italien Antonio Gramsci, partant du postulat que la conquête du pouvoir présuppose celle de l'opinion publique. Celle-ci a progressivement accepté l'économie néolibérale et la financiarisation qui l'a accompagnée et qui, à son tour, a contribué à transformer structurellement nos économies, nos entreprises, nos États mais aussi nous-même.

Elle a engendré cette « utopie sécuritaire » où les solidarités sont remises en question et le repli sur soi jugé enviable et souhaitable. L'égoïsme et les revendications communautaires sont devenus la norme et il n'y a plus de place pour un dessein commun dans la mesure où chaque individu est désormais perçu comme un concurrent potentiel pour soi-même. Nous sommes ainsi devenus les victimes plus ou moins consentantes de cette idéologie individualiste qui a provoqué un effondrement des valeurs collectives et une défiance envers la démocratie, qui a rompu le contrat social au profit d'une société atomisée et composée d'individus consuméristes aux identités multiples.

⁶ Véronique Lamquin, « La démocratie ne se porte pas bien. La situation est pire que dans les années 30 », Le Soir, 30 janvier 2025.

Pour autant, nous savons que tout cela est une construction humaine fondée sur des dynamiques sociales, politiques et économiques qui peuvent, par essence, évoluer. Que, par conséquent, cette prétention selon laquelle il n'existe aucune alternative constitue un mensonge fondamental qu'il est facile de démontrer. C'est le talon d'Achille du néolibéralisme : fonder une théorie sur un mensonge aussi grossier fragilise considérablement celle-ci, comme si vous construisiez votre maison sur une fondation qui s'avère inexistante.

Car la réalité actuelle ne procède que d'un choix qu'il nous est possible d'infléchir. Gramsci a décrit le rôle que les pratiques quotidiennes et les croyances collectives jouent dans l'établissement des systèmes de domination : l'hégémonie culturelle amène les dominés à adopter la vision du monde des dominants et à l'accepter comme allant de soi. Ce sont donc ces pratiques et croyances qu'il convient de subvertir en renforçant dans le domaine public la valeur de solidarité comme garante de notre sécurité et même de notre survie.

5 Financiarisation ou solidarité ?

5.1 L'insécurité des marchés

Le 19 novembre 2023, le peuple argentin s'est tourné vers Javier Gerardo Milei, ce populiste qui brandissait une tronçonneuse le jour de son investiture, promettant de trancher dans le vif ce qui reste d'État providence.

Ce dirigeant du Parti libertarien, digne rejeton des Thatcher et Reagan, trouve son inspiration dans l'école autrichienne de Friedrich Hayek, qui vise à drastiquement diminuer le poids de l'État, et promettait de supprimer la banque centrale argentine, remplacer le peso argentin par le dollar américain, supprimer les aides sociales, limiter le nombre de ministres aux fonctions régaliennes et diviser par deux les dépenses publiques. Il a tenu promesse, licenciant plusieurs dizaines de milliers de fonctionnaires et réduisant les dépenses consacrées à l'État-providence, notamment au système de santé.

Tout cela au nom du dogme de l'efficacité des marchés, qui voudrait que la concurrence produise de « justes prix » et permette de se passer de toute intervention de l'État dans la sphère économique et sociale. Le marché libre est vu comme le moyen le plus efficace et éthique d'allocation des ressources, où les interactions sont régies par le droit contractuel et la coopération volontaire plutôt que par des régulations coercitives. Ce principe exclut toute forme de redistribution forcée ou d'interventionnisme étatique dans l'économie, car ces actions sont considérées comme des atteintes aux droits naturels des individus.

Sauf que cela ne marche pas... Les mesures d'austérité de Milei ont ralenti la croissance et contribué à une hausse du chômage. Conséquence : en avril 2025, alors que l'économie argentine vacillait, le FMI a dû accorder une aide de 20 milliards de dollars pour aider le pays à stabiliser le peso.⁷

Cela n'a pas suffi et la précarisation de millions de personnes a conduit à une chute de la popularité de Milei, qui s'est effondré lors des élections régionales à Buenos Aires au début du mois de septembre. Du

⁷ IMF Executive Board Approves 48-month US\$20 billion Extended Arrangement for Argentina, Fonds monétaire international, 11 avril 2025.

coup, moins de deux ans après l'entrée en fonction du tronçonneur, la monnaie argentine dévissait, la Bourse aussi, les réserves de dollars du pays s'épuisaient. A tel point que le secrétaire au Trésor américain a annoncé à son tour fin septembre une aide de 20 milliards de dollars à l'allié argentin de l'administration Trump.

En résumé, celui qui se revendique anarcho-capitaliste, après avoir brillamment démontré l'inefficience de son idéologie du laisser-faire, bénéficie - ironie suprême ! - d'un plan de sauvetage étatique assez éloigné de la doctrine du libre marché, sur fond d'une alliance entre droites radicales...

S'il s'agit d'un sauvetage de nature évidemment politique, ces interventions du FMI et du Trésor américain doivent aussi permettre aux fonds spéculatifs américains de revendre leurs actifs argentins à un prix supérieur à leur valeur réelle, alimentant ainsi une fuite des capitaux qui débouchera inévitablement sur une nouvelle chute du peso — à laquelle les proches de l'administration Trump seront considérablement moins exposés.⁸

Le FMI et l'État américain au secours donc des fonds spéculatifs... Mais les retraité·e·s argentin·e·s (ou américain·e·s) qui ont confié leur épargne à des fonds de pension pour assurer leurs vieux jours sont-ils-elles aussi sûrs, quant à eux-elles, de récupérer leur mise si la bourse s'effondre ? Plusieurs exemples historiques montrent que ce n'est malheureusement pas le cas.

Prenons celui de la crise boursière de 2000-2003 : l'éclatement de la bulle Internet a entraîné la chute de nombreux fonds de pension britanniques avec pour conséquence que des dizaines de milliers de retraité·e·s ont vu la valeur de leurs fonds de pension à prestations définies chuter et que certaines entreprises ont gelé ou fermé leurs régimes de retraite, comme British Airways ou ICI, laissant des retraité·e·s avec des pensions réduites.

Autre exemple : lors de la crise financière de 2008, l'effondrement des marchés boursiers à la suite de la crise des subprimes a entraîné une perte de 30 à 50 % sur de nombreux indices et des millions d'Américain·e·s ont vu la valeur de leur compte d'épargne retraite par capitalisation chuter brutalement. Certain·e·s ont dû retarder leur départ à la retraite de plusieurs années ou reprendre un emploi.

Il existe donc une dissonance cognitive entre le risque objectif de faire confiance au système financier et la sécurité que l'on espère y trouver. Pourquoi accepter de subir cette insécurité des marchés et alimenter cette financiarisation qui, en retour, vous fait éclater des bulles à la figure ? Mais il existe une alternative !

5.2 La sécurité sociale

Là où les marchés ne savent pas apporter de sécurité, existent des mécanismes de sécurité sociale. Ce concept, qui renvoie à la nécessité de garantir à celles et ceux qui dépendent uniquement de leur travail un horizon de prévisibilité pour bâtir leur existence, remonte à l'époque des Lumières.

Avant qu'elle ne soit prise en charge par les pouvoirs publics après la seconde guerre mondiale, elle était organisée au travers de mutuelles et de coopératives qui organisaient des systèmes de finance solidaire permettant de couvrir les risques en matière de santé et de vieillesse pour ses membres. Pour faire face

⁸ Le Grand Continent, Qui est Rob Citrone, le proche de Bessent qui devrait largement bénéficier de l'aide américaine apportée à l'Argentine de Milei ?, 12 octobre 2025.

aux difficultés et à la précarité qu'ils-elles rencontraient, les travailleur-euse-s s'étaient en effet auto-organisées et avaient créé des systèmes de solidarité pour répondre à leurs problèmes, comme la maladie, l'infirmité, les accidents, le chômage, le décès ou la retraite, à travers des caisses de secours mutuel, ancêtres de la sécurité sociale.

C'est ce que nous désignons sous le terme de finance solidaire, la solidarité désignant un rapport de dépendance mutuelle des individus à un tout commun (famille, entreprise, nation, humanité, nature, etc.). Elle est fondée sur un encastrement de l'économie dans la société afin que la poursuite du gain et la peur de la faim ne soient plus le fondement de l'organisation des relations sociales mais que la finance soit régie par des exigences politiques, culturelles, sociales, symboliques, au premier rang desquelles figurent les droits inaliénables de tous les êtres humains.

Pour le dire autrement, la finance solidaire permet que ces droits, comme le droit au travail, dans des conditions justes et favorables, le droit à une protection sociale, ainsi qu'à des conditions de vie permettant à toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre ou encore le droit de toute personne à l'éducation, de participer à la vie culturelle ou de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications, priment sur les « exigences » des marchés financiers, c'est-à-dire sur celles de la caste qui détient les actifs financiers.

Cette sécurité sociale initiée grâce à la finance solidaire a ensuite été portée par la réponse politique à la crise des années 1930 et par la mobilisation contre le nazisme. Popularisée par les réformes du président américain Franklin D. Roosevelt, elle est devenue la promesse d'un monde à l'abri du besoin et de la peur, la garantie d'une future paix durable. Pendant la guerre, en Belgique, a été échaudé un « Projet de Contrat de Solidarité Sociale » qui allait donner naissance le 28 décembre 1944 à l'arrêté-loi concernant la sécurité sociale des travailleurs. Celui-ci mettait en place les différents régimes de la sécurité sociale universelle et obligatoire.

L'idée de base de la sécurité sociale est la solidarité entre les individus : chacun-e contribue selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. Autrement dit, tous les citoyen-ne-s cotisent (par des impôts ou des cotisations sociales) quand ils travaillent ou ont des revenus et ces ressources servent à aider ceux qui en ont besoin (malades, personnes âgées, chômeurs, familles, etc.).

Exact opposé de l'individualisation des avoirs et des destins qui caractérise l'« utopie sécuritaire » à l'origine de la financiarisation, elle se fonde sur les trois principes que sont la solidarité (les bien-portants financent les soins des malades, les actifs financent les retraites, etc.), l'universalité (tout le monde est concerné, pas seulement les plus pauvres) et la redistribution (la sécurité sociale réduit les inégalités en redistribuant les richesses).

Le développement des pensions complémentaires à capitalisation que développe la finance conventionnelle, au prétexte de palier aux insuffisances du système de sécurité sociale ou dans la visée plus ou moins avouée de l'affaiblir, n'est pas une solution satisfaisante car elles offrent le double inconvénient de ne s'adresser qu'à celles et ceux qui ont les moyens de se les payer, d'une part, et, d'autre part, de ne pas nécessairement offrir des caractéristiques favorables aux bénéficiaires qui devront, comme nous l'avons vu, supporter les risques de marché ainsi que les frais ponctionnés par les acteurs financiers qui proposent ces produits.

« L'homme est un loup pour l'homme », écrivait Thomas Hobbes. Dans son sillage, beaucoup voient dans

l'humain le plus égoïste et cruel des habitants de notre planète. D'aucuns, comme le psychiatre Carl Jung (1875-1961), ont au contraire étudié et expliqué l'intérêt des comportements altruistes pour la survie de l'espèce humaine : sans entraide, difficile de bâtir des villes ou de lutter contre des animaux féroces. Le comportement altruiste pose donc un défi à la théorie de l'évolution de Darwin, qui met l'accent sur la compétition et la sélection naturelle.

Depuis quelques années, ces questions font l'objet de recherches scientifiques pluridisciplinaires qui ont permis de mettre en évidence que cette préservation a peut-être aussi été permise par l'association entre l'altruisme et le circuit cérébral de la récompense. Les neurosciences sociales, un domaine émergent qui explore les bases neurales du comportement social, ont mis en lumière les régions cérébrales et les processus neuronaux qui sous-tendent l'altruisme. Grâce à des techniques d'imagerie cérébrale telles que l'IRM fonctionnelle (fMRI) et l'électroencéphalographie (EEG), les chercheurs ont pu observer l'activité cérébrale en temps réel pendant que les individus s'engagent dans des comportements altruistes.

L'altruisme n'est donc pas simplement une question de choix moral ; il est profondément enraciné dans notre biologie. En 2010, Kathryn Buchanan et Anat Bardi, de l'université du Kent (Royaume-Uni), ont pu montrer à quel point « faire du bien nous fait du bien ».⁹

Conclusion

La financiarisation comprise comme un processus en vertu duquel tout ce qui a trait à la finance gagne en importance dans nos vies et les transforme profondément n'est pas une fatalité. Elle résulte de l'hégémonie culturelle décrite par Gramsci, qui amène les dominé-e-s à adopter la vision du monde des dominant-e-s et à l'accepter comme allant de soi.

Mais ce sont nos pratiques quotidiennes et nos croyances collectives qui établissent de tels systèmes de domination. Elles sont, les unes et les autres, dangereusement erronées car il existe une dissonance cognitive fondamentale entre le risque objectif de faire confiance au système financier et la sécurité que l'on espère y trouver.

Celles et ceux qui confient leur épargne à des fonds de pension pour assurer leurs vieux jours ne sont pas sûr-e-s de récupérer leur mise si la bourse s'effondre. Pourquoi dès lors accepter de subir cette insécurité des marchés et alimenter cette financiarisation qui, en retour, vous fait éclater des bulles à la figure ?

D'autant que, là où les marchés ne savent pas apporter de sécurité, existent des mécanismes de sécurité sociale. Exact opposé de l'individualisation des avoirs et des destins qui caractérise l'« utopie sécuritaire » à l'origine de la financiarisation, elle se fonde sur les trois principes que sont la solidarité, l'universalité et la redistribution.

D'aucuns, comme le psychiatre Carl Jung (1875-1961), ont étudié et expliqué l'intérêt des comportements altruistes pour la survie de l'espèce humaine. Reconstruire nos pratiques quotidiennes et nos croyances collectives sur la solidarité financière procède donc d'une démarche indispensable pour mettre à bas cette financiarisation dangereuse et inéquitable mais sans doute aussi, plus simplement, pour assurer notre survie.

⁹ Buchanan KE, Bardi A. Acts of kindness and acts of novelty affect life satisfaction. *J Soc Psychol.* 2010 May-Jun;150(3):235-7. doi: 10.1080/00224540903365554. PMID: 20575332.

Nos recommandations

En lien avec cette analyse, le mémorandum Financité « 52 propositions pour une finance au service de l'intérêt général, proche et adaptée aux citoyen-ne-s »¹⁰ plaide pour.

Taxer la spéculation

Financité demande aux autorités européenne et belge de mettre en place une taxe européenne sur les actions, les obligations et les produits dérivés ainsi que sur les échanges de devises, afin de décourager les spéculations hasardeuses et de générer des revenus dont l'essentiel serait directement consacré à l'action climatique en Europe et dans les pays du Sud.

Favoriser les moratoires et restructurations de dettes souveraines

Financité demande à l'autorité fédérale de légiférer pour contraindre les créanciers privés relevant de la juridiction belge à communiquer les raisons pour lesquelles ils refusent de participer aux initiatives multilatérales de suspension ou de restructuration sur le service de la dette souveraine et, s'il existe un déséquilibre entre l'avantage que ces créancier tirent de ce refus et le risque que ce refus compromette les droits fondamentaux des personnes qui vivent sur le territoire du pays débiteur, limiter leurs droits à l'égard de l'État débiteur au prix qu'ils auraient obtenu s'ils avaient accepté de prendre part à ladite restructuration ou audit moratoire.

¹⁰ Mémorandum Financité 2024 / <https://www.financite.be/fr/news/decouvrez-notre-memorandum-en-vue-des-elections-2024>



A propos de Financité

Si vous le souhaitez, vous pouvez nous contacter pour organiser avec votre groupe ou organisation une animation autour d'une ou plusieurs de ces analyses.

Cette analyse s'intègre dans une des 3 thématiques traitées par le Réseau Financité, à savoir :

Finance et société :

Cette thématique s'intéresse à la finance comme moyen pour atteindre des objectifs d'intérêt général plutôt que la satisfaction d'intérêts particuliers et notamment rencontrer ainsi les défis sociaux et environnementaux de l'heure.

Finance et individu :

Cette thématique analyse la manière dont la finance peut atteindre l'objectif d'assurer à chacun, par l'intermédiaire de prestataires « classiques », l'accès et l'utilisation de services et produits financiers adaptés à ses besoins pour mener une vie sociale normale dans la société à laquelle il appartient.

Finance et proximité :

Cette thématique se penche sur la finance comme moyen de favoriser la création de réseaux d'échanges locaux, de resserrer les liens entre producteurs et consommateurs et de soutenir financièrement les initiatives au niveau local.

Depuis 1987, des associations, des citoyen-ne-s et des acteurs sociaux se rassemblent au sein de Financité pour développer et promouvoir la finance responsable et solidaire.

L'ASBL Financité est reconnue par la Communauté française pour son travail d'éducation permanente.